

[> Amendé civile](#)

L. 4741-3-1

Ordonnance n°2016-413 du 7 avril 2016 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait pour l'employeur de ne pas s'être conformé aux mesures prises par l'agent de contrôle en application des articles [L. 4731-1](#) ou [L. 4731-2](#) est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 3 750 euros.

L. 4741-4

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En cas d'infraction aux dispositions de l'article [L. 4221-1](#), de celles du livre III ainsi que des articles [L. 4411-7](#), [L. 4525-1](#) et [L. 4721-4](#) et des décrets pris en application, le jugement fixe, en outre, le délai dans lequel sont exécutés les travaux de sécurité et de salubrité imposés par ces dispositions. Ce délai ne peut excéder dix mois.

L. 4741-5

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En cas de condamnation prononcée en application de l'article [L. 4741-1](#), la juridiction peut ordonner, à titre de peine complémentaire, l'affichage du jugement aux portes des établissements de la personne condamnée, aux frais de celle-ci, dans les conditions prévues à l'[article 131-35 du code pénal](#), et son insertion, intégrale ou par extraits, dans les journaux qu'elle désigne. Ces frais ne peuvent excéder le montant de l'amende encourue.

En cas de récidive, la juridiction peut prononcer contre l'auteur de l'infraction l'interdiction d'exercer, pendant une durée maximale de cinq ans, certaines fonctions qu'elle énumère soit dans l'entreprise, soit dans une ou plusieurs catégories d'entreprises qu'elle définit.

Le fait de méconnaître cette interdiction est puni d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 9 000 Euros.

L. 4741-6

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositions des articles [L. 4741-1](#) à [L. 4741-5](#) et [L. 4741-9](#) à [L. 4742-1](#) ne sont pas applicables aux établissements mentionnés aux 2° et 3° de l'article [L. 4111-1](#).

L. 4741-7

LOI n°2011-525 du 17 mai 2011 - art. 170

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur est civilement responsable des condamnations prononcées contre ses directeurs, gérants ou délégués.

L. 4741-8

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait d'employer des mineurs à la mendicité habituelle, soit ouvertement, soit sous l'apparence d'une profession, est puni des peines prévues aux articles [225-12-6](#) et [227-29](#) du code pénal.

service-public.fr[> Alcool au travail : quelles règles respecter ? : Code du travail : articles L4741-1 à L4741-8](#)